

ent sur les différents dossiers qui brouillent l'action de la Municipalité.

de croissance»



Les dossiers Perdtemps-Usteri et la Halle multisports ont-ils pris beaucoup de retard?

Pour Perdtemps-Usteri, nous avons fait le premier tour du concours d'investisseurs, nous en avons retenu trois. Mais les turbulences au sein du service de l'urbanisme ont inévitablement engendré un certain retard. Pour la Halle multisports de Colovray, nous avons un plan directeur localisé dont la Municipalité a pris connaissance il y a peu de temps et nous sommes en train d'évaluer les possibilités par rapport au concours d'investisseurs. Mais là, on a pris un peu de retard. Nous avons le budget mais nous n'avons pas les ressources humaines suffisantes pour suivre le projet. Quand vous prenez un mandataire extérieur spécialisé comme dans le cas présent, il faut quelqu'un qui le suive. Il faut consacrer entre 10 et 30% du nombre d'heures qui doivent être faites par le mandataire. Nous avons des compétences en interne mais il nous en manque pour con-

duire des grands projets. A Nyon, le dernier c'était la station d'épuration, 50 millions il est vrai, mais en même temps un seul bâtiment. Tout ce qui est autour de la gare, va probablement être une priorité pour cette législature et la suivante. C'est un changement énorme du visage de Nyon. Compte tenu de la complexité des plans de quartiers avec tout l'impact lié aux transports, ce sont des projets qui donnent le vertige à certains en tout cas. Nous sommes dans une phase de mutation. Tant au niveau de la Municipalité, de l'administration, que du Conseil communal, nous entrons dans une nouvelle ère, dans une nouvelle manière de fonctionner. Par obligation.

Ne faudrait-il pas privatiser certains services ou confier davantage de mandats à des bureaux extérieurs?

Il y a eu des tentatives, il y a quelques années, de privatiser le service de conciergerie. Mais la Municipalité a changé d'avis au bout de

trois-quatre ans. Parce que ce n'était pas pratique et pas efficace. Je pense que dans certains domaines, ça vaut la peine. Notamment là où il y a des compétences pointues, dont on n'aurait pas besoin en permanence. On voit bien qu'on ne peut pas privatiser ni la police, ni la culture, ni le sport, ni le social. Même si j'étais très libéral, il n'y a pas beaucoup d'endroit où l'on pourrait dire ça, c'est une évidence.

parti, c'est moi, un popiste qui n'a plus de groupe et une municipale officiellement au Parti libéral radical mais qui a peu d'influence sur son groupe. Plus un Indépendant, deux socialistes et un Vert. Et quand on voit que les Verts et les socialistes ne soutiennent que timidement la Municipalité dans un certain nombre de cas. Quand on voit que le Parti indépendant vote de

manière dispersée le budget de son municipal et quand on voit que le PLR, l'UDC et les Verts libéraux font bloc, il n'y a pas besoin d'être un grand analyste politique pour constater que les rapports de force ne sont pas très faciles. Cette situation, on ne peut pas la changer, on doit apprendre à travailler ensemble. Ce que je peux espérer, c'est que l'intérêt supérieur de la commune prime sur les cicatrices du deuxième tour des élections municipales et qu'on s'en sorte. Si le refus du budget sert d'exutoire et qu'après, nous puissions travailler comme il faut, je m'accommoderai de cette situation...

Seriez-vous favorable à une élection complémentaire en cours de législature?

Non, parce que ce serait souhaiter un problème à un collègue. Je dois faire avec les joueurs à disposition. Et le but est de faire en sorte que chacun joue à son meilleur poste. On doit trouver notre dynamique. Le rapport de force du Conseil est un élément qui doit nous obliger à faire des efforts particuliers. J'espère que l'ensemble des partis aient à l'esprit l'intérêt supérieur de la Ville et nous, au sein de la Municipalité, nous devons trouver des solutions pour obtenir des majorités, faire en sorte que les préoccupations des conseillers qui ne s'estiment pas représentés au sein de la Municipalité soient entendues. Et, idéalement, pas au moment où il y a un refus au Conseil.

Quelle sera la première éclaircie du syndic pour cette nouvelle année?

Jose espérer qu'après l'épisode



« Je dois faire avec les joueurs à disposition et le but est de faire en sorte que chacun joue à son meilleur poste. »

CANDIDATURE AU CONSEIL D'ETAT

«Pour mes deux derniers garçons, l'hypothèse que j'abandonne Paléo pour la politique était incompréhensible!»

On a le sentiment que depuis que vous avez refusé de vous présenter au Conseil d'Etat, rien ne va plus.

C'est votre vision! Je ne partage pas cette analyse. Le deuxième tour de l'élection municipale a créé une situation particulière dans le microcosme politique nyonnais et il a laissé des cicatrices. Si vous ajoutez les problèmes au sein de l'administration, une situation budgétaire difficile, il y a un certain nombre d'ingrédients qui font que ce n'est pas facile de gagner tous les matchs. C'est d'ailleurs, la raison pour laquelle j'ai décidé de ne pas me présenter au Conseil d'Etat. Le calendrier ne me paraissait vraiment pas favorable.

Pourtant vous aviez de fortes chances d'être élu

Par rapport à la situation nyonnaise, ça me semblait un peu lâche d'abandonner la ville quelques mois après ma réélection. Bien sûr, il y avait un grand intérêt à aller au Château notamment parce qu'il fallait que notre région soit mieux défendue, mais en même temps, il y avait une forme de devoir de rester à Nyon. Si j'avais été candidat, la commune aurait été encore pendant X mois dans l'incertitude électorale. Une incertitude qui s'ajoutait à un début de législature où il y avait déjà un certain nombre de réglages à effectuer. Pour le reste, c'est vrai que mon cœur a pas mal balancé parce que la voie était quasi royale, c'était très tentant. En fait, je n'ai pas le virus de la politique, c'est pourquoi beaucoup de gens ont de la peine à comprendre ma décision.

On a d'autant plus de mal à la comprendre qu'on vous a vu la semaine précédente assez enthousiaste?

Je suis atypique, je suis un observateur attentif de la politique depuis très longtemps mais je n'ai pas fait le chemin des militants. Pour eux, devenir conseiller d'Etat s'inscrit dans une logique. Certains ont eu de la peine à comprendre: un que j'hésite et deux que renonce. Il y avait un équilibre des arguments pour y aller ou pour rester.

La veille de la conférence de presse qui a eu lieu le mardi 20 septembre, vous vous présentiez encore au Conseil d'Etat!

C'est le samedi que j'ai douté. J'ai croisé à Nyon beaucoup de gens, j'ai eu de nom-

breux messages de Nyonnais qui m'ont dit «reste». Je suis rentré chez moi et je me suis dit que le choix allait être plus difficile que je ne le pensais. J'ai parlé à ma famille. Pour mes deux derniers garçons, l'hypothèse que j'abandonne Paléo pour la politique était incompréhensible. Et c'est vrai que les gens de Paléo étaient aussi inquiets. Le dimanche, j'ai rencontré des responsables socialistes et Verts et nous avons fait l'analyse de tous les points de convergence et de divergence. Les convergences étaient nettement plus nombreuses. J'ai eu des discussions avec des petites formations politiques, en terme de députés, qui m'apportaient elles aussi leur soutien. J'avais donc un certain nombre de messages de la classe politique vaudoise qui me disaient

«Faut y aller». J'ai parlé aussi avec plusieurs conseillers d'Etat, actuels et anciens, pour essayer d'évaluer la charge de travail. Après avoir eu tous ces avis, je me suis forgé une opinion. J'avais des signaux positifs des deux côtés. J'ai été assez près de me laisser séduire.

Vous avez eu également un entretien avec Pascal Broulis qui aurait été déterminant

Il y a beaucoup de fantasmes autour de cette conversation. Avec Pascal Broulis, on se connaît bien, j'ai une estime particulière pour lui, d'ailleurs comme pour Pierre-Yves Maillard. Il n'a pas cherché à me décourager, ni à m'encourager, il n'y a eu aucune pression de sa part. ○

DES REGRETS PAR RAPPORT AU DOSSIER NOVARTIS?

Je n'ai qu'un seul regret, que les collaborateurs de Novartis aient pu penser que je n'avais pas d'empathie pour leur cause. Dans un cas comme celui-ci, on en fait toujours trop ou pas assez. Je suis le syndic de Nyon alors que le site est sur Prangins. J'ai voulu rester en position de médiateur comme je l'avais fait à mon arrivée à la syndication, où il n'y avait plus de dialogue, par exemple, entre les commerçants et la Municipalité. J'essaye de faire en sorte que les gens se parlent. Pour le dossier Novartis, il y a eu répartition des tâches au sein de la Municipalité. J'allais probablement faire partie de la délégation qui devait discuter avec la direction du groupe, et en fait c'est allé plus vite que prévu et cela s'est fait sans les autorités locales. Lors d'une rencontre avec le conseiller fédéral Schneider-Ammann, celui-ci m'a dit que j'avais eu raison. J'ai fait ma part. En tout cas, je salue le travail des syndicats et des autorités cantonales. Il y a eu beaucoup de solidarités et d'énergie consacrées à la défense de ce site. ○

Est-ce que l'un des problèmes de cette Municipalité ne réside pas dans le fait que plusieurs élus n'ont pas de parti politique pour les soutenir?

C'est une situation qui n'est pas très favorable en terme d'efficacité politique. Il y a un hors parti, c'est moi, un popiste qui n'a plus de groupe et une municipale officiellement au Parti libéral radical mais qui a peu d'influence sur son groupe. Plus un Indépendant, deux socialistes et un Vert. Et quand on voit que les Verts et les socialistes ne soutiennent que timidement la Municipalité dans un certain nombre de cas. Quand on voit que le Parti indépendant vote de



COMMENTAIRE

CONTESSA PIÑON
RÉDACTRICE EN CHEF

Daniel Rossellat face à son bilan

Porté par le succès des urnes, précédé par un immense soutien populaire, c'était inéluctable, Daniel Rossellat était condamné à décevoir. Il le savait. Après l'affaire Novartis, après le refus du budget 2012 et avec la crise que traverse aujourd'hui le service de l'urbanisme, on attend du syndic de l'action et de la volonté de faire avancer les choses. A l'image de Paléo, il doit se poser en patron de la Ville et en meneur de la Municipalité.

Il faut passer à la vitesse supérieure. La Ville accuse un important retard en matière de constructions, de transports publics, de salles de spectacle et d'équipements sportifs. Le service de l'urbanisme — stratégiquement le plus important de l'administration — traverse une crise existentielle sans précédent. Il est à reconstruire rapidement, durablement et sur des bases solides. C'est la priorité absolue. Il en va de l'avenir de Nyon. Car un jour ou l'autre viendra pour Daniel Rossellat la question du bilan politique et politique uniquement. Concrètement qu'aura-t-il apporté à la ville de Nyon? Quelles sont les réalisations qu'il aura menées à terme?

○ PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-CHRISTINE FERT ET CONTESSA PIÑON

(1) Depuis cette interview réalisée vendredi 13 janvier, la Municipalité a embauché un nouveau chef de service ad interim, Bernard Woefray.